



DECLARATION LIMINAIRE CGT FINANCES PUBLIQUES 62 FS DU 15/12/2023

Monsieur le Président,

L'un des buts premier de cette instance est la prévention des risques ce qui, à l'heure actuelle, revient à écopper la mer avec une petite cuillère devant l'étendue des problèmes :

- 20 ans de restructurations ont un effet cumulatif,**
- 20 ans de suppressions d'emplois ont un effet cumulatif,**
- 20 ans de sous-effectifs ont un effet cumulatif,**
- 20 ans de changements informatiques mal maîtrisés ont un effet cumulatif.**

Le bien être au travail, des bonnes conditions de vie au travail, cela passe par un cadre stable. La multiplication des changements, restructurations, suppressions est anxiogène.

La fin d'un cycle de restructuration entraîne le début d'un nouveau cycle tout aussi mortifère. Après le NRP qui a sabordé notre réseau de proximité et mis à mal le service public, place au SDIF et maintenant au SIP avec le SIP de Demain ainsi qu'un nouvel objectif de réduction des m² par agent avec certainement le « Flex office » en point de mire. Cette rationalisation de l'espace permettra d'obtenir des subventions pour la rénovation énergétique des bâtiments, sûr que serrer les uns contre les autres dans des locaux bien isolés les collègues n'auront plus froid.

**Bref, le programme c'est encore de faire des économies sur le dos des agents !
Le bien être au travail, ça passe par une reconnaissance du travail effectué . Nous rappelons à nouveau que le premier facteur de reconnaissance, c'est la rémunération et non l'installation de plantes dans les services.**

Force est de constater la catastrophe, l'effondrement des rémunérations à la DGFIP. Fini le temps ou notre ministère était considéré comme étant plutôt privilégié. La récente vague de primes en tous genres (prime « pauvreté », GMBI, GIPA) ne vient pas compenser la stagnation de nos rémunérations.

Notre technicité n'est pas reconnue et on pourrait sortir mille exemples pour l'illustrer. Les agents en ont marre de s'investir dans leur travail sans aucun retour et une dégradation exponentielle de leurs missions et leurs conditions de travail.

Bref la coupe est pleine et Bercy a intérêt à mettre le paquet sur la revalorisation indemnitaire en discussion à l'heure actuelle. C'est un levier immédiat dont Bercy dispose. Il est temps !

Inutile de parler de Qualité Vie au Travail, de conditions de vie, d'attractivité sans révision substantielle et immédiate de nos rémunérations.

Même quand il s'agit de « récompenser » le dévouement des agents, la DGFIP réussit à provoquer le dégoût et l'exaspération.

Comme annoncé par la CGT Finances Publiques 62 et les autres OS nous assistons désormais aux conséquences de la mise en place catastrophique de GMBI, feuilleton qui est encore plus comique ou catastrophique que les prévisions... avec par exemple des envois par milliers de taxe d'habitation à des enfants... Aujourd'hui tous les agents d'assiette et d'accueil du département sont directement confrontés aux incompétences des décideurs sur GMBI. Ils se retrouvent devant des envois d'avis TH en masse non dus sans en comprendre les raisons. De nombreux cas ne sont pas prévus dans les notes. Des enfants reçoivent des avis et à part les supprimer nous ne savons pas quoi modifier pour réparer ces anomalies. Les contribuables interpellent les agents d'assiette. Des articles de presse se multiplient dans tout le pays. Et pourtant Bruno Le Maire annonce (ça change de « Bruno demande ») que les anomalies THS seront réglées automatiquement ! Nous attendons encore des réponses de la direction quant à la résolution automatique de ce fiasco, à moins que ce ne soit encore de la poudre de perlimpinpin pour rassurer les usagers et nier les surcharges de travail subies par les collègues pour réparer les anomalies du tout automatique.

Le centre de contact de Lens continue de faire office d'EDR supra-nationale (sans l'indemnitaire bien évidemment), en effet les collègues viennent de récupérer pas moins de 17800 econtacts provenant du SDIF de Loire-Atlantique, l'activité et la productivité ne devant jamais baisser dans un centre de contact...

Face à ce fiasco qu'est GMBI, la seule réponse à l'épuisement physique et moral des agents a été de décider de l'octroi d'une prime de fin d'année uniquement aux agents des SIP, SDIF et Centres de Contact, qui passe plus pour une tentative de solde de tout compte qu'une réelle revalorisation salariale pérenne. Et tout en réussissant à fâcher les agents exclus du dispositif et qui ont également participé à l'effort sans se voir compenser le temps passé et perdu comme les SIE, standardistes, etc. Et après on s'étonne du manque d'attractivité de la DGFIP !

La CGT Finances Publiques demande :

- De rétablir les moyens humains de la DGFIP à un niveau acceptable avec un arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emplois. Des créations d'emplois nettes et non le redéploiement de postes.**
- De mettre fin à toute nouvelle diminution d'effectifs à la DGFIP, en actant la fin de toute règle visant à la diminution automatique d'emplois de fonctionnaires par le non-remplacement de fonctionnaires partant à la retraite.**
- De consacrer une obligation de recrutement en cas de postes vacants au sein de la DGFIP et de ses réseaux, ainsi que le droit à la titularisation au sein de la fonction publique**
- De renforcer l'attractivité des concours et emplois au sein de la DGFIP, en mettant fin au gel du point d'indice, et chiffrer le manque à gagner global par rapport à l'inflation depuis 2010, ce afin d'envisager un rattrapage de rémunération.**

**Amandine KOSLOWSKI
Julien ALEKSANDEREK**